

Message du Président

Enfin! Il est maintenant certain que la Loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé (LDIP), avec son chapitre novateur sur l'arbitrage international, va entrer en vigueur dans quelques mois. Votée à la quasi-unanimité par le Parlement fédéral, après des travaux commencés en automne 1973 à la suite du postulat von Arx - Egli, cette Loi réalise un voeu fréquemment exprimé dès le XIXe siècle et, en particulier dès l'élaboration du Code civil de 1907, celui d'une codification d'ensemble de notre droit international privé, domaine complexe certes, mais dont l'importance croissante, notamment pour un pays comme la Suisse, n'a guère besoin d'être soulignée.

Cette modernisation si longtemps attendue de notre droit et le considérable progrès social qu'elle entraîne sur le terrain, entre autres, de la sécurité juridique et de la prévisibilité, ont failli être remis en cause, on le sait, par la menace d'un recours à la procédure insolite du référendum de 8 cantons: en effet, une poignée d'opposants irréductibles à la législation fédérale, aux motivations aussi diverses que singulières, ont tenté "in extremis" de déclencher cette procédure, mécontents qu'ils étaient de quelques-unes des dispositions de la Loi (ne concernant pas, semble-t-il, le Chapitre 12 sur l'arbitrage).

Si dérisoire qu'elle puisse paraître "ex post facto", la menace ne devait pas être sous-estimée et c'est pourquoi l'Assemblée générale de notre Association, réunie le 11 mars dernier, à Lausanne, adoptait sans opposition une Résolution dont on trouvera le texte plus loin. Elle aura contribué sans doute à persuader les gouvernements et les parlementaires cantonaux à ne pas s'associer à une démarche irresponsable.

Le droit suisse contient aujourd'hui une réglementation moderne, libérale et flexible de l'arbitrage international, conforme aux besoins de la pratique, et qui a suscité déjà les éloges de quelques grands spécialistes étrangers. Certes des problèmes d'interprétation ou d'adaptation ne manqueront pas de se poser, et les membres de l'ASA, ensemble ou individuellement, auront à travailler à leur solution. Pour l'instant, ils peuvent se féliciter du succès de l'action patiente et soutenue menée par l'ASA et ils mesureront avec satisfaction le chemin parcouru, en même temps, comme nous l'indiquions dans le dernier Bulletin, que tout ce qui nous reste à faire.

Pierre Lalive